



**PRÉFET
DU TARN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Arrêté préfectoral du 22 MAI 2023
portant actualisation de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 27 janvier 2005
concernant la société SAS Henri PLO
pour son installation située sur le territoire de la commune d'Aussillon

Le préfet du Tarn,

- Vu** le code de l'environnement et notamment le chapitre unique du titre VIII du livre 1er relatif à l'autorisation environnementale ;
- Vu** le décret du Président de la République du 26 janvier 2022, portant nomination de Monsieur François-Xavier LAUCH en qualité de préfet du Tarn ;
- Vu** le décret du président de la République du 28 mai 2018 portant nomination de Monsieur François PROISY, sous-préfet de CASTRES ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 18 janvier 2023 portant délégation de signature à Monsieur François PROISY, sous-préfet de CASTRES ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 27 janvier 2005 autorisant la société SAS Henri PLO à exploiter une usine de teinture relevant de la nomenclature des installations classées sur le territoire de la commune d'Aussillon ;
- Vu** le courrier préfectoral en date du 13 octobre 2016 mettant à jour le tableau de classement ICPE de la société SAS Henri PLO ;
- Vu** le porter-à-connaissance de la société SAS Henri PLO en date du 7 février 2023 pour l'installation de stockage de gaz soumise à déclaration au titre de la rubrique ICPE 4718 et les compléments apportés par courrier en date du 11 avril 2023 ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 04/10/10 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et plus précisément l'article 51 ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 23/08/05 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 4718 de la nomenclature des installations classées ;
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 14 avril 2023 ;
- Vu** la communication du projet d'arrêté préfectoral complémentaire préparé par l'inspection des installations classées, à la société SAS Henri PLO, le 14 avril 2023 ;
- Vu** les observations du demandeur sur ce projet par courriel du 27 avril 2023 ;

Considérant que le caractère non substantiel des modifications apportées à l'installation a été apprécié selon les règles de l'autorisation environnementale prévues au R. 181-46 du code de l'environnement ;

Considérant qu'aux termes de l'article L. 181-14 du code de l'environnement, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, des arrêtés complémentaires peuvent être pris sur proposition de l'inspection des installations classées, à l'occasion de modifications non

substantielles ou si les prescriptions préalablement édictées n'assurent pas la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que ces prescriptions doivent être fixées par arrêté complémentaire du préfet conformément à l'article R. 181-45 du code de l'environnement ;

Considérant que le classement administratif des installations classées exploitées par la SAS Henri PLO nécessite d'être mis à jour au vu des évolutions de l'établissement ;

Considérant que les évolutions envisagées sur l'installation modifient le contenu de l'étude de dangers et sont susceptibles de rendre obsolète tout ou partie de l'étude de dangers existante ou remettre en cause les conclusions de la précédente étude de dangers ;

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture,

Arrête

Article 1^{er} - Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs

Les prescriptions du présent arrêté complètent ou modifient les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 27 janvier 2005 modifié par le courrier préfectoral du 13 octobre 2016 autorisant la société SAS Henri PLO située à Aussillon (81200) à exploiter des installations de teinture.

Références des arrêtés préfectoraux antérieurs	Références des articles dont les prescriptions sont supprimées ou modifiées	Nature des modifications (suppression, modification, ajout de prescriptions) Références des articles correspondants du présent arrêté	Nature des prescriptions ajoutées ou modifiées
Arrêté préfectoral d'autorisation de 27 janvier 2005 modifié par le courrier préfectoral du 13 octobre 2016	Article 1	Modification Article 2	Mise à jour du classement des rubriques au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

Article 2 - Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

L'article 1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 27 janvier 2005, modifié par le courrier préfectoral du 13 octobre 2016, est modifié comme suit :

Rubrique	Alinéa	Installations et activités concernées	Éléments caractéristiques	Régime
2330	1	Teinture, impression, apprêt enduction, blanchiment et délavage de matières textiles La quantité de fibres et de tissus susceptibles d'être traitée étant : 1. Supérieure à 1t/j	5 t/j	A

Rubrique	Alinéa	Installations et activités concernées	Éléments caractéristiques	Régime
2311	2	Traitement par battage, cardage, lavage etc. de fibres d'origine végétale La quantité de fibres susceptibles d'être traitées étant : 2. Supérieure à 500 kg/j mais inférieure ou égale à 5 t/j	4,5 t/j	D
2910	A-2	Combustion, à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion (*) est : 2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW	9,4 MW	DC
4718	2-b	Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel (y compris biogaz affiné, lorsqu'il a été traité conformément aux normes applicables en matière de biogaz purifié et affiné, en assurant une qualité équivalente à celle du gaz naturel, y compris pour ce qui est de la teneur en méthane, et qu'il a une teneur maximale de 1 % en oxygène). La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines (strates naturelles, aquifères, cavités salines et mines désaffectées hors gaz naturellement présent avant exploitation de l'installation) étant : 2. Pour les autres installations b. Supérieure ou égale à 6 t mais inférieure à 50 t	1 cuve de 12,5 t de propane	DC

Régime :

A (autorisation), E (enregistrement), DC (déclaration avec contrôle périodique), D (déclaration), NC (non classé).

Le présent arrêté vaut récépissé de déclaration pour les installations visées D ou DC au tableau ci-dessus.

Article 3 - Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités

Le présent arrêté vaut autorisation et récépissé de déclaration au titre de l'article L. 214-6 du code de l'environnement pour les rubriques suivantes de la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités figurant à l'article R. 214-1 du code de l'environnement :

Rubrique	Installations, ouvrages, travaux et activités	Caractéristiques du site	Régime
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 1° Supérieure ou égale à 20 ha — (A) 2° Supérieure à 1 ha, mais inférieure à 20 ha - (D)	La surface totale du site est 12 040 m ² soit 1,2 ha.	Déclaration

Article 4 : Respect de l'Arrêté du 23/08/05 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 4718 de la nomenclature des installations classées

L'exploitant respecte les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23/08/05 applicables aux installations soumises à déclaration sous la rubrique 4718 de la nomenclature des installations classées.

Article 5 : Étude de dangers

Dans les 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant statue sur la nécessité de réviser son étude de dangers ou de la mettre à jour. L'exploitant formalise cette démarche dans une notice. Le cas échéant, il révisé ou met à jour l'étude de dangers.

Article 6 : Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de Toulouse soit par voie postale soit par Télérecours accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr :

1° Par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée,

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Article 7 : Exécution

Le sous-préfet de Castres, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Occitanie ainsi que le maire de la commune de Aussillon, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société SAS Henri PLO.

Fait à Albi, le 22 MAI 2023

Pour le préfet, par délégation,
Le sous-préfet de Castres,


François PROISY